

# **Femmes et terrorisme en Afrique : enjeux et perspectives pour une négociation qui stoppe les peines de la femme victime du terrorisme au Burkina-Faso**

**Par**

**Thierry Martin FOUTEM**, Ph.D, Historien des Relations Internationales, Département d'Histoire et Archéologie, FLSH, Université de Dschang-Cameroun, Groupe de Recherche en Sciences Sociales des Étudiants Doctorants du Cameroun (GRSS-EDC)

## **Résumé**

La femme est incontestablement la plus grande victime du terrorisme contemporain dans les États africains. Elle l'est d'autant plus, en raison de son statut de mère, d'épouse et d'être vulnérable. Les hommes armés qui tombent sur les champs de batailles contre les terroristes, les habitats et marchés rasés, impactent négativement sa vie et ses conditions sociales dans les pays africains victimes de terrorisme. Elle en sort veuve, perd ses activités quotidiennes de survie et ses enfants. L'avènement du terrorisme au Burkina-Faso expose ces réalités. Notre objectif est de montrer que ces souffrances doivent constituer des arguments solides amenant les autorités burkinabées à lâcher du lest et envisager des négociations avec les terroristes, pour un retour à la paix qui met fin aux souffrances de la femme. Dès lors, en quoi la condition sociale de la femme et la grande perdante qu'elle constitue face au terrorisme devraient amener l'État burkinabé à négocier avec les terroristes qui l'attaquent pour une sortie de crise? La méthodologie repose sur la collecte et l'analyse documentaire, qui ont permis de saisir les souffrances de la femme dans le terrorisme au Burkina-Faso et son influence sur une nécessité de négociation. Il en résulte que la femme est la victime à multiple facettes du terrorisme, car elle porte la société comme mère, épouse et productrice, et ressent au premier plan la désorganisation sociale qu'induit le terrorisme. Ces conditions doivent constituer le leitmotiv pour une négociation avec les terroristes au Burkina-Faso, pour ramener la paix et une vie paisible de la femme.

**Mots-clés** : Afrique occidentale, Burkina-Faso, Femme, négociation, terrorisme.

## **Introduction**

Le terrorisme qui est présenté comme l'utilisation de la force et des armes en particulier pour imposer une logique a réussi au bout de deux décennies; 2000-2020, à s'incruster dans les arcanes de tous les pays africains (Fofack, 2019). Par son spectre évoluant dans le sahel et avec ses bases au Mali, le terrorisme a réussi à atteindre le Burkina-Faso, où il fait de nombreuses victimes. Par ailleurs, même si l'on ne le dit pas toujours, les femmes sont indubitablement les plus grandes victimes du terrorisme au Burkina-Faso. À cause

du terrorisme, elles y ont perdu époux, enfants, pères, leurs propres vies, alors que l'on dit régulièrement que la femme c'est la vie. Pour que la société se perpétue en effet, la femme doit être préservée. Notre communication a pour objectif d'analyser les raisons pour lesquelles, au regard des pertes subies par les femmes dans le terrorisme au Burkina-Faso, l'on devrait négocier avec les terroristes pour limiter les saignées féminines. L'hypothèse que nous postulons est qu'en raison de leur rôle en société, la condition affligeante des femmes en situation de terrorisme, constituerait le fondement majeur amenant l'État burkinabé à négocier avec les terroristes pour un retour de la paix au Burkina-Faso.

La question centrale est de savoir en quoi la condition sociale de la femme et la grande perdante qu'elle constitue en situation de terrorisme, devraient amener l'État burkinabé à négocier avec les terroristes attaquant cet État pour une sortie de crise? Il est question de savoir spécifiquement : quels sont les modes d'agissement des terroristes au Burkina-Faso et leurs effets sur la condition de vie de la femme burkinabée? Quelles sont les raisons pour lesquelles la souffrance endurée par la femme burkinabée en contexte de terrorisme doit amener l'État burkinabé à négocier avec les terroristes pour un retour à la paix? Quels sont les gains généraux potentiels d'une telle négociation dans un nouveau départ du développement du Burkina-Faso? La méthodologie repose sur la collecte et l'analyse documentaire, qui décryptent la production sur le terrorisme au Burkina-Faso et en l'occurrence, la place des femmes dans ce dernier. Le cadre théorique repose sur le *gender studies*, qui revient surtout sur la place de la femme dans la société et surtout dans les situations de crise. Ce cadre théorique s'enrichit aussi de la théorie des *peace studies*, qui constitue le cadre théorique le plus indiqué pour les études sur la recherche de la paix par la négociation. Le plan de la communication porte sur le contexte d'émergence du terrorisme au Burkina-Faso (1), la femme victime du terrorisme au Burkina-Faso : négocier pour limiter les souffrances des femmes (2) et enfin, les inconvénients limitant l'argument femme dans les motifs de nécessité de négocier avec les terroristes au Burkina-Faso (3).

## **1. Contexte d'émergence du terrorisme au Burkina-Faso**

Le terrorisme qui embrase aujourd'hui le Burkina-Faso n'a pas émergé *ex nihilo*, mais émane de l'implosion progressive du Sahel occidental par le terrorisme, à partir du Mali voisin au Burkina-Faso. Ce terrorisme parti des pays voisins du Burkina-Faso, dont le groupe principal est Al-Qaïda, a trouvé un terrain fertile à l'interne, favorisé par des injustices de son propre mode de gouvernance socioéconomique.

### **1.1. Un contexte favorisé par le spectre général du terrorisme d'Al-Qaïda au sahel occidental**

Il est historiquement reconnu que l'origine du terrorisme ne se trouve pas en Afrique. Pourtant, depuis la fin de la décennie 2010, l'Afrique en général et l'Afrique de l'Ouest en particulier en sont

devenues ses principaux fiefs avec Al-Qaïda au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'Union du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Boko-Haram (Kante, 2019 : 74). Boko-Haram en l'occurrence a fini par impliquer tous les pays du Bassin du Lac-Tchad, après ses origines annoncées au départ dans la zone de Maiduguri dans l'Est du Nigéria, où se trouve d'ailleurs son quartier général implanté par les leaders don Aboubakar Chekao (Chaliand et Blin, 2015 : 64). C'est dire la capacité d'irradiation du terrorisme d'un pays africain aux pays voisins, lorsqu'il trouve des conditions de propagation favorables. Il est difficile de situer avec exactitude les origines du terrorisme en Afrique de l'Ouest, mais il convient de relever qu'il émane de l'islam fondamentaliste et extrémiste importé à partir du Moyen et Extrêmes orientes par réseaux dans les pays comme l'Iraq, l'Afghanistan et le Pakistan, transitant par l'Égypte et la Libye (Dalissou, 2019 : 92).

Par ailleurs, si la solidité et la force que les organisations terroristes ont fini par avoir en Afrique de l'Ouest étonnent plus d'un, les acteurs locaux en ont suffisamment connaissance. C'est dans cette logique que le général Salif Traoré, Ministre malien de la sécurité, affirmait que : « le projet d'alliance et de coopération des terroristes pose un défi économique et sécuritaire parce que ces groupes négatifs en s'attaquant à nos démocraties, veulent détruire nos manières de vivre » (Kante, 2020 : 69). Salif Traoré ajoute que : « les groupes terroristes au Mali et au Burkina-Faso ont fait alliance avec Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), en créant le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), qui a commis tous les derniers attentats enregistrés dans la région d'Afrique de l'Ouest » (Mahdi Kante, 2020 : 69). Cette déclaration dans laquelle le ministre malien citait le Burkina-Faso, rend suffisamment compte de la place délicate de cible du terrorisme qu'occupe le Burkina-Faso en Afrique de l'Ouest. Le terrorisme religieux islamique au Sahel et en Afrique de l'Ouest a ainsi formé une boucle et un réseau clos, qui encercle les pays de ces régions depuis l'Afrique du Nord sahélienne, jusqu'à sa partie occidentale intégrant le Burkina-Faso.

Le processus de dissémination du terrorisme au Burkina-Faso à partir du Mali notamment, remonte à la décennie 2010, quand des attentats terroristes sont notés dans différents pays d'Afrique de l'Ouest, y compris au Burkina-Faso, en provenance du Mali avec les groupes terroristes implantés à Gao et à Tombouctou (Ibdango, 2018 : 127). La première réunion collective de riposte contre les mouvements terroristes dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest avait alors eu lieu les 23 et 24 mars 2016 à Abidjan, entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal, pour une mise en œuvre d'un projet de coopération contre le terrorisme (Kafour, 2016 : 95). Par la suite, le Niger, le Mali et le Burkina-Faso ont décidé le 24 janvier 2017, de la mise en place d'une force commune pour lutter contre la mobilisation des terroristes entre leurs trois pays (Abdekoyu, 2020 : 87). Il convient d'ajouter que la brèche qui avait ouvert l'entrée des groupes terroristes au Burkina-Faso en provenance des pays voisins, vient de la chute de Blaise Compaoré en octobre

2014. Cette chute à la suite de grandes manifestations populaires, avait mis ce pays à feu et à sang pour une longue période, pendant laquelle la politique sécuritaire et de prévention du terrorisme était négligée par l'équipe de transition, avant l'entrée en fonction du président Roch Marc Kaboré, qui avait redéfini une politique nationale de lutte contre le terrorisme au Burkina-Faso, en coopération avec les États voisins et de la sous-région, après son accession au pouvoir le 29 décembre 2015 (Progour, 2016 : 76).

L'Afrique de l'Ouest dans son ensemble est victime d'un terrorisme conduit par des groupes suffisamment organisés, qui y ont fait des pertes énormes au pays suivants : Mauritanie, Mali, Tchad, Burkina-Faso, Sénégal et Côte d'Ivoire. Les groupes terroristes qui ont attaqué le Burkina-Faso au départ, sont partis des pays voisins comme le Mali en l'occurrence à partir de Mopti et Gao, mais aussi du Niger et ont fait alliance avec des anciens groupes rebelles implantés au Burkina-Faso depuis la fin des décennies 1980, à l'instar du mouvement de libération de l'Azawad (Ekonti, 2020 : 137). Dans leur propagation, il ressort que c'est la recherche des ravitaillements en ressources matérielles, humaines et financières et spatiales en l'occurrence, qui les a amenés à attaquer le Burkina-Faso (Kante, 2019 : 97). L'analyse ci-dessus est assez importante dans la compréhension de l'émergence du terrorisme au Burkina-Faso, et indique que tout est coopération et alliance dans la scène internationale. En effet, tout comme les États coopèrent entre eux pour résoudre un certain nombre de problèmes, les groupes terroristes font pareil, en scellant des alliances, qui les rendent encore plus nuisibles. Après avoir analysé son entrée au Burkina-Faso en provenance du Mali, du Niger, bref du grand sahel en l'occurrence, il convient à présent d'analyser à l'interne, les bases et fondements qui ont cimenté l'assise du terrorisme en terre burinabée proprement dite.

## **1.2. Les mobiles de l'amplification du terrorisme au Burkina-Faso après son "importation" des pays voisins**

Plusieurs auteurs (Chaliand et Blin, 2015; Ibdango, 2018; Fofack, 2019 et Kante, 2020) ont étudié le terrorisme en Afrique, en s'étonnant sur les raisons de l'ancrage du terroriste et de la floraison des groupes terroristes en Afrique, alors qu'à l'origine, le terrorisme est externe à l'Afrique. Il convient de relever de façon objective, que la floraison des groupes terroristes en Afrique est liée au fait que le terrorisme trouve dans les États africains, des terrains fertiles et propices à leur déploiement, qui ne sont rien d'autres que les inconvénients de leurs systèmes de gouvernance. Ces inconvénients basés sur les injustices, la corruption, le népotisme et la répression armée de toutes les revendications populaires, caractéristiques des régimes de dictature. Elles génèrent misères et fractures sociales, dont beaucoup de personnes victimes ne trouvent pas d'autres moyens de s'y opposer que de recourir au terrorisme (Tsereli, 2017 : 73). En outre, les pays africains à l'instar du Burkina-Faso, sont caractérisés par des modes de gouvernance qui ne satisfont pas

toujours la majorité de leurs populations (Batibonak et al., 2019, 49-51). Au Burkina-Faso depuis son accession au pouvoir le 15 octobre 1987 après le coup d'État par lequel il renversa Thomas Isidore Sankara, l'ex président burkinabè Blaise Compaoré y installa un régime de dictature, qui a créé des griefs au sein de la majorité de la population burkinabè (Fofack, 2008 : 253). De nombreux jeunes burkinabè furent alors victimes du chômage, de misère, d'une gestion avec gabegie des ressources naturelles dont l'uranium, de la confiscation de la fortune publique par la famille Compaoré, dont les membres occupaient des prestigieuses fonctions dans les hautes sphères de l'État burkinabè (Badie et Vidal, 2017 : 94).

D'autre part, relevons que pour la préservation de son pouvoir, Blaise Compaoré prêta allégeance à la France, qui lui a régulièrement fourni du matériel militaire pour la sécurisation de son pouvoir contre les rebelles du mouvement de libération de l'Azawad (Dassetto, 2014 : 86). Le favoritisme était alors la règle, ainsi que le tribalisme et la corruption dans les hautes sphères de l'État du Burkina-Faso. Face à ces situations d'injustices, des groupes rebelles se sont progressivement constitués contre le pouvoir de Compaoré, en plus de la masse de la population qui baignait dans la misère. Bien plus, depuis le début décennie 1990, les mouvements indépendantistes qui ont secoué le pays n'ont reçu aucune attention de la part des gouvernements successifs de Compaoré. Il s'agit notamment des groupes rebelles indépendantistes du mouvement National pour la libération de l'Azawad (MNLA), des insurgés arabes du Front de libération de l'Azawad (FLNA), mais aussi des revendications portées par des groupes salafistes djihadistes comme l'Ansar Dine, Al-Qaïda au Maghreb et le Front du Macina (Ney et Touchard, 2011 : 54). Cette description montre assurément que venu de l'extérieur, la doctrine terroriste a trouvé un terrain fertile pour sa propagation au Burkina-Faso, terrain favorisé par un malaise interne. La mauvaise gouvernance apparaît ainsi avoir été le substrat sur lequel s'est installée et fleurie la pensée terroriste dans plusieurs États africains à l'instar du Burkina-Faso. Face à leur chômage, à leur exclusion et à leur oisiveté créée par des régimes nombrilistes qui ne s'intéressent qu'à leurs familles, les jeunes africains au Sud du Sahara en général et ceux du Burkina-Faso en particulier, n'ont pu résister à la séduction que leur offrent les groupes terroristes avec des recrutements dans les groupes armés et les autres avantages qui y tirent (Edjangue, 2013 : 65).

Le Burkina-Faso est devenu progressivement, l'un des fiefs de déploiement des mouvements terroristes en Afrique de l'Ouest. Suite à l'approbation de la structure de la force conjointe qui a été créée lors de la réunion de juin 2010 à Ouagadougou au Burkina-Faso pour coordonner les efforts de pays de l'Afrique de l'Ouest dans la lutte contre le terrorisme, Abuja au Nigéria a été choisi comme quartier général de la Force en attente de la CEDEAO dans la lutte contre le terrorisme (Lasserre Yakité, 2019 : 77). Les attaques terroristes au Burkina-Faso présentent à ce jour un bilan dramatique. Leurs conséquences n'y

épargnent aucune catégorie sociale, mais les femmes semblent en être les plus grandes victimes. Il convient en fait de dire qu'à ce jour, le terrorisme a créé un tort irréparable à la femme au Burkina-Faso, qui doit constituer la raison nécessaire pour envisager une négociation avec les terroristes pour un retour à la paix.

## **2. La femme victime du terrorisme au Burkina-Faso : négocier pour limiter les souffrances des femmes**

Il n'y a pas de doute que dans la configuration pratique des positions sociales de l'homme et de la femme, la femme paraît être la meilleure victime des situations de crise, pire encore en contexte de terrorisme. Elle est en effet le réceptacle de toutes les violences, car elle se trouve au centre de la régulation sociale avec ses positions de mère, épouse, femme de foyer et productrice. Les souffrances analysées dans ce travail et qui mettent la femme au centre des victimes du terrorisme, constituent des arguments clés pour négocier avec les terroristes au Burkina-Faso et dans les autres pays africains victimes du terrorisme.

### **2.1. Les souffrances de la femme dans la mouvance terroriste au Burkina-Faso**

Dans son mode opérationnel dans la sous-région Afrique de l'Ouest en général et au Burkina-Faso en particulier, l'action des groupes terroristes est caractérisée par la multiplication des attaques et attentats terroristes, qui frappent les forces de défense et de sécurité, les populations civiles, les écoles, églises et centres de santé, lieux par excellence de concentration des femmes comme usagers ou professionnelles (CID, 2015 : 54). Le Mouvement burkinabé des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP) relevait dans un rapport cité par Aradj Slimane (2018), que ces attaques font des dizaines de victimes, des dégâts matériels importants, entraînent des déplacements massifs des populations en errance confrontées à la misère et à l'insécurité, dont les femmes constituent les effectifs les plus importants. Ndong (2020 : 98) renchérit que cette dégradation sécuritaire, grave menace pour la paix et la sécurité, se poursuit, malgré les déclarations de l'État burkinabè et la présence de forces militaires étrangères dont la France, au Burkina-Faso et dans la sous-région ouest africaine, et réduit le pouvoir de participation économique de la femme au développement.

Relevons que les attaques terroristes au Burkina-Faso sont observées à l'Est et au Nord du pays dans leur majorité, où les femmes avaient jusque là, une pratique séculaire d'une agriculture vivrière basée sur le sorgho, le mil, le maïs et le riz pour nourrir leurs familles, mais dont les attaques terroristes ont pratiquement stoppées depuis 2015, à cause des déplacements de ces femmes qui y furent les attaques terroristes (Ibdango, 2018 : 65). Kante Mahdi indiquait en 2020 (78) que les attaques des groupes djihadistes et la répression des forces de sécurité ont chassé de leurs foyers au Burkina-Faso, un million de personnes, avec près de 700 femmes. Dans la ville de Koutogou, une attaque armée de terroristes avait coûté la vie en 2016, à 132

personnes dont 96 femmes (Aradj Silimane, 2018 : 77). Dans un autre village burkinabè au Nord de Kaya selon un récit relaté par Fofack (2019 : 66), Amena, une fille de 23 ans, se souvient du présent qui se fige et de sa peur. Elle raconte traumatisée, l'assassinat de son grand frère. Elle indique que son grand frère tué à la nuit tombée, elle se mit à courir dans le noir sans rien voir.

Les conséquences humaines du terrorisme sont assez immenses sur les femmes, d'autant plus qu'avec le renforcement de la coopération internationale pour lutter contre le terrorisme, les groupes terroristes renforcent eux aussi leur coopération pour être plus forts et davantage nuisibles. Rapportant les propos ironiques du chef d'un groupe rebelle d'anciens rebelles du Nord-Est du Mali, Abdekoyu (2020 : 95) écrit que : « les terroristes ont aussi leur G5-Sahel. Ansar Dine, Al-Mourabitoune, AQMI, Ansarul islam, État islamique dans le grand Sahara. Ça fait cinq ». Pour ce combattant, depuis la déroute de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) dans l'Est du Mali et de la Katiba Macina (affiliée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM) au centre, les jihadistes se sont retranchés au Burkina-Faso pour se recomposer et redevenir plus solides (Abdekoyu (2020). Des connexions ont même été établies entre eux. Ce serait notamment le cas pour l'attaque de Boulkessi au Burkina-Faso en janvier 2020, attribuée par la force G5-Sahel aux terroristes burkinabè d'Ansarul islam. Une version qu'interrogent des sources sécuritaires et politiques au Burkina-Faso, dont un analyste sécuritaire déclarait que : « les combattants d'Ansarul islam ne sont pas à la hauteur d'une attaque de ce genre. Mais une collaboration avec le GSIM ou l'EIGS est envisageable. Car nous sommes dans leur zone d'action » (Kante, 2020). Le Burkina-Faso est une terre fertile au retranchement des terroristes chassés dans le sahel malien, car les forces de sécurité burkinabé ne bénéficient pas d'un équipement militaire de qualité. Ces attaques ont laissé plusieurs femmes dans l'émoi. Les attaques terroristes contre des forces de sécurités et de défense en 2017 à Djibo ont tué 8 soldats, des responsables de familles, qui laissaient ainsi derrière eux des veuves, avec des enfants désormais à leur charge. Ces attaques laissaient aussi des mamans qui perdaient leurs enfants. Il en a été de même après les attaques d'Arbinda, qui ont fait de nombreux décès dont les femmes en 2019 (Ndon, 2020 : 95).

Le traumatisme des femmes a augmenté, en raison de leur sensibilité et de la peur d'être à nouveau ciblées. Plusieurs d'entre elles habitant les villes burkinabé de Djibo et d'Arbinda se sont alors engagées dans des déplacements, parfois des périple sans destination précise, accompagnées parfois de huit à dix enfants en leur suite, dont le père est mort dans l'attaque (Lasserre Yakitè, 2019 : 75). Relevons par ailleurs que les cibles des terroristes sont principalement les hommes et les jeunes garçons, qu'ils cherchent à éliminer, car l'homme est plus dangereux aux yeux du terroriste que la femme, qui n'est pas offensive au plan militaire. Pour s'en convaincre, il faut dire que les comités locaux de vigilance et d'autodéfense de lutte

contre les attaques terroristes sont constitués d'hommes. C'est pourquoi dans leurs incursions dans les villages les terroristes éliminent en priorité les hommes, laissant derrière les femmes qu'ils violent, enlèvent pour leurs quartiers généraux dans les forêts qu'ils transforment en esclaves sexuels, et assassinent souvent celles qui ont opposé des résistances contre leurs viols ou leurs enlèvements.

Il faut sur cette base remarquer que les femmes burkinabées souffrent un martyr énorme dans la guerre terroriste que mène le pays. Bien plus, plusieurs d'entre elles qui nourrissent leurs familles avec le travail de la terre sont obligées d'abandonner les champs de cultures, de peur d'y être enlevées. En outre, la plupart se convertissent dans la prostitution contre leur volonté, situation favorisée par le terrorisme. Il devient alors urgent d'envisager de négocier avec les terroristes au Burkina-Faso, pour soulager les peines que la femme burkinabé vit dans le terrorisme.

## **2.2. Négocier avec les terroristes au Burkina-Faso pour soulager les peines créées par les terroristes à la femme burkinabé : Une nécessité**

Négocier avec les terroristes au Burkina-Faso est une nécessité! Elle est d'autant plus que comme nous venons de le voir dans les analyses ci-dessus, des vies humaines en seraient épargnées. En fait, même si les intérêts égoïstes du politique au Burkina-Faso comme dans la plupart d'États africains victimes de terrorisme le font camper sur ses positions intransigeantes refusant tous débats sur l'éventualité des négociations avec les terroristes, l'on est en droit de rétorquer que rien ne vaut la vie humaine, même pas un mandat présidentiel, encore moins les ressources naturelles qui sont régulièrement objet de luttes entre les terroristes et les forces armées régulières (Lasserre Yakité, 2019 : 79). La vie humaine est l'idéal qui devait dans une circonstance de crise comme celle des guerres de terrorisme au Burkina-Faso, amener le politique à desserrer l'étau. Une négociation entre les autorités du Burkina-Faso et les leaders des mouvements de l'Azawad, des Al-Morabitoune, d'Ansarul islam doit être envisagée pour limiter les tueries, les viols, les enlèvements, la faim, l'emportement à la prostitution, le veuvage, autant d'atrocités que les attaques terroristes causent à la femme burkinabé, mère de la société et mère du monde. Elle en souffre et devrait constituer la raison favorable à l'option de négociation entre le gouvernement et les terroristes.

En fait, il faut renchérir que la femme burkinabé comme celle es autres pays sous menace terroriste en Afrique de l'Ouest comme dont le Nigéria, le Mali, le Niger, la Côte d'ivoire et la Guinée Conakry (Kante, 2019), est la grande victime du terrorisme, dans la mesure où c'est elle qui vit le quotidien des attaques. Très souvent en fait, le politique (les ministres et le président de la république) qui refuse et combat l'option de négociation avec les terroristes, ne sent pas les effets directs du terrorisme, car il vit dans des duplexes gardés et sécurisés 24h/24, par des gardes du corps ou des gardes présidentiels. Tandis que la

femme de la basse échelle sociale vivant en zone rurale par exemple, est exposée et vit dans l'âme les douleurs des attaques lorsqu'elle perd un époux soldat de l'armée dans le champ d'affrontements contre les terroristes, ou est endeuillée après l'assassinat d'un fils dans les attentats. Ou encore, lorsque son unique case d'habitation est incendiée au fond du village, soit par des terroristes, soit par des soldats de l'armée qui l'accusent de collaboration avec l'ennemi, alors qu'elle y reste parce que c'est l'unique maison qu'elle dispose (Pikert, 2015 : 65). Après ces incendies, elle est obligée de se déplacer avec plusieurs enfants à sa suite, pour un village refuge où elle va devoir tout y reprendre à zéro, avec des enfants à nourrir.

Ceci devait toucher le cœur des décideurs politiques, et les amener à envisager les négociations avec les terroristes pour le retour à la paix. Le sentiment maternel de certaines femmes et l'amour pour leurs enfants les ont souvent contraintes à rester dans des espaces dangereux où sévit le terrorisme et y trouver la mort, parce qu'elles ne savent pas comment nourrir leurs enfants en se déplaçant pour fuir le terrorisme. "Pourtant, le mari abandonne souvent au premier tir de feu lancé par les terroristes (Kafour, 2016 : 76). Il est non seulement nécessaire, mais désormais urgent que les autorités burkinabé en particulier et plusieurs des pays de l'Afrique de l'Ouest envisagent une table de négociation et tendent la main aux terroristes, pour des concessions et une fin du terrorisme qui y soulage la femme. Cependant, il faut dire que cette nécessité et urgence de négocier avec les terroristes au Burkina-Faso pourraient être entravées par un ensemble de limites qu'il convient de relever.

### **3. Les inconvénients limitant l'argument femme dans les motifs de nécessité de négocier avec les terroristes au Burkina-Faso**

Nonobstant le fait que la condition de la femme soit interpellatrice pour une urgence nécessaire de négocier avec les terroristes au Burkina-Faso, certains obstacles s'érigent contre cette doctrine. Ces obstacles constitueraient, des mobiles qui amènent les autorités du sommet de l'État burkinabé à laisser la situation s'enliser en restant indifférentes devant les misères de la femme dans la situation de terrorisme. Pour analyser les pesanteurs à des négociations basées sur les souffrances de la femme, nous étudions d'abord les enjeux au sommet de l'État burkinabé, puis ceux relatifs à la géopolitique du terrorisme en Afrique de l'Ouest en général.

#### **3.1. Les enjeux au sommet de l'État burkinabé : des pesanteurs nourries par l'économie du terrorisme freinant l'option de négocier avec les terroristes**

Il convient d'emblée de dire avec Badie et Vidal (2017 : 174) que lorsque le terrorisme n'a pas encore fait incursion dans un État, personne ne souhaite sa venue, mais lorsqu'il y fait pied, tous ne

souhaitent plus qu'il y soit mis fin. L'économie du terrorisme est l'élément motivateur qui, indubitablement, encourage plusieurs dirigeants des hautes sphères des États africains à ne pas souhaiter que le tourisme soit définitivement vaincu. La situation nous semble être celle-là au Burkina-Faso, certains membres du gouvernement tapis dans l'ombre ayant eu des connexions avec les mouvements rebelles et les groupes terroristes, depuis le régime de Blaise Compaoré à celui de Marc Kaboré (Dalissou, 2019 : 78). La lutte contre le terrorisme mobilise en pratique dans sa dimension financière, des sommes importantes d'argent, par le gonflement des budgets des ministères de la défense et de la sécurité, du ministère des relations extérieures et du ministère de l'intérieur entre autres. Des colonels de l'armée, généraux, lieutenants et autres soldats dans la lutte contre le terrorisme, reçoivent des missions payées avec des primes de risque etc., qui ne les motivent pas à souhaiter la fin du terrorisme (Dassetto, 2014 : 78). Il s'agit de ce qu'on appelle économie du terrorisme, qui génère des gains financiers considérables, surtout pour certains membres du gouvernement au Burkina-Faso. Ces derniers ne sont donc pas émus par la condition de souffrance de la femme dans le terrorisme, ce qui fait que négocier avec les mouvements terroristes pour un retour à la paix ne leur semble pas être une option prioritaire.

D'autre part, l'on a les aides étrangères apportées par les partenaires multinationales comme l'Union Européenne, l'ONU ou encore l'Union Africaine dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest, qui servent de rente aux gouvernements des pays membres d'associations comme le G5-Sahel. Dès lors, il est entretenu un tuyau de ravitaillement matériel et financier qui arrange bien certains membres du gouvernement du Burkina-Faso. Ce qui rend une fois de plus secondaire l'option de négociation. L'on pourrait par-là comprendre la raison pour laquelle, malgré le nombre de personnes tuées après les attaques terroristes, les membres du gouvernement burkinabè sont si réticents quant à faire une petite concession aux revendications des terroristes agissant au sein des Al-Morabitounes, Ansul-islam et AQMI (Fofack, 2019).

Il faut aussi dire que dans le camp des terroristes, la logique est la même. Les chefs de groupes terroristes comme le mouvement de libération de l'Azawad et l'Ansarul islam seraient aussi réticents à accepter l'option de négociation, ou exigeraient des conditions très osées qu'ils savent que le gouvernement burkinabè ne peut accepter, justement pour entretenir eux aussi la permanence des attaques, afin de bénéficier des bienfaits du terrorisme (CID, 2015). Pour ce qui est en effet de l'économie du terrorisme perçue à partir du camp des terroristes, les enjeux sont élevés. Les groupes terroristes ne sont pas en fait seulement des mouvements d'attaques de revendication fondées sur leur idéologie. Ils sont également des cartels de commercialisation de drogue, de trafic d'armes, des chaînes de prise d'otages et d'assassinats à règlement de compte, qui entretiennent de puissants mouvements de capitaux. Il faudrait donc tenir compte

de tous ces paramètres, quant à envisager les éventuelles plateformes de négociation entre les membres du gouvernement du Burkina-Faso et les terroristes. Ces enjeux latents que réchauffe l'économie du terrorisme doit alors pouvoir être élagués, pour se rassurer de la bonne foi de tous les acteurs à vouloir négocier, aussi bien du côté du gouvernement que celui des terroristes. Sinon, la condition de la femme comme source de nécessité de négociation ne sera qu'éphémère. À cela s'ajoute les enjeux de la géopolitique générale du terrorisme dans en Afrique de l'Ouest.

### **3.2. Les enjeux de pesanteurs de négociation liés à la géopolitique générale du terrorisme dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest**

Le sahel occidental et l'Afrique de l'Ouest constituent des zones stratégiques pour des positionnements géopolitiques entre les grandes puissances occidentales, zone d'accès à l'Afrique centrale et du Nord, mais aussi en raison de leurs nombreuses ressources naturelles. Dès lors, considérant la richesse naturelle surtout de l'Afrique de l'Ouest qui intègre le Burkina-Faso, l'on comprend que les puissances occidentales qui y sont impliquées dans la lutte contre le terrorisme ne soient pas favorables aux négociations pour le retour à la paix (Aradj, 2018 : 76). En fait, si la situation de guerre est généralement préjudiciable aux acteurs directs dont les gouvernements burkinabé, malien, nigérian, nigérian, béninois et nigérian impliqués, elle est une aubaine énorme pour les puissances occidentales, y qui "vendent leurs armes aux gouvernements le jour et la nuit aux terroristes", des pompiers pyromanes.

Bien plus, en situation de guerre terroriste, les gouvernements n'accordent plus d'attention à leurs ressources naturelles et les vendent à vil prix aux puissances étrangères, pourvu qu'ils perçoivent de quoi acheter des armes pour lutter contre le terrorisme (Badié et Vida, 2015 : 67). Il a été démontré par Fofack (2019), que la raison pour laquelle le terrorisme s'est emparé du Sahel africain, est liée aux plus grands gisements d'uranium que regorge le Niger, et dont chaque puissance souhaiterait être partie prenante du partage pour l'exploitation, en s'engageant dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Ainsi, le lancement des opérations Épervier, Serval et Barkhane, la création du G5-Sahel, toutes sous la houlette de la France, relèvent des calculs français, pour maintenir sa présence armée dans les territoires ivoirien, nigérian, malien et burkinabé impliqués dans ces projets, afin de mieux contrôler leurs ressources naturelles (Kafour, 2016 : 167). Bien plus, la société nucléaire française Areva installée au Niger a été rendue responsable de plusieurs accointances et complicité de financement des groupes terroristes agissant au Sahel, dont le mouvement de libération de l'Azawad, Ansarul islam et AQMI (Progour, 2016 : 76). Il s'agit d'une des nombreuses sociétés occidentales qui financent le terrorisme au Sahel, semant le trouble entre les gouvernements et le terrorisme, pour continuer les exploitations des ressources naturelles des pays victimes du terrorisme. Ainsi, les

puissances occidentales ne soutiendraient pas assurément les processus de négociation entre le gouvernement burkinabé et les terroristes au Burkina-Faso, parce qu'elles sont rassurées que tant que le terrorisme reste une menace, le Burkina-Faso comme les autres pays du Sahel restera dépendant de leurs aides; puissant outil d'ingérence et de manipulation.

Il apparaît ainsi de nos analyses, que les ambitions de négocier avec les terroristes pour soulager les peines de la femme burkinabée pour une fin du terrorisme et du retour à la paix sont louables, mais, les acteurs de mauvaise fois tapis dans l'ombre, aussi bien au plan interne qu'externe sont à ménager avec beaucoup de sérieux. Par ailleurs, il convient de dire que la solution finale au terrorisme burkinabé est interne, et est à chercher entre les Burkinabés eux-mêmes, qui devaient au maximum, réduire les implications des puissances étrangères. Un dialogue franc entre les membres du gouvernement et les leaders sécessionnistes est susceptible de ramener une paix pour un nouveau départ du développement au Burkina-Faso et par ricochet, l'épanouissement de la femme burkinabé.

## **Conclusion**

En somme, il ressort de cet article que par sa condition sociale, la femme burkinabée y est la plus grande victime du terrorisme que le gouvernement mène contre AQMI, le mouvement de libération de l'Azawad, Ansarul islam et les Al-Morabitoume. Cependant, cette condition de la femme doit constituer la motivation de base du gouvernement, pour qu'il tende la main de négociation aux terroristes, pour un retour à la paix qui apaise les souffrances de la femme victime du terrorisme au Burkina-Faso. Il apparaît aussi des analyses, que la proximité géographique du Burkina-Faso au sahel avec les pays comme le Mali et le Niger est la raison externe de son atteinte par le terrorisme, qui a trouvé à l'interne, un terrain favorisé à son éclosion, constitué par un régime de dictature sous Blaise Compaoré. La femme burkinabé dans le terrorisme est peinée par la perte de son époux qui la rend veuve, de ses enfants, devient déplacée, prostituée, est frappée par la famine et coupée de ses activités de production. Étant donné son rôle central dans la société, les conséquences du terrorisme sur la femme burkinabé nous font dire que le terrorisme menace de couper la vie au Burkina-Faso, en s'en prenant à la femme qui est la mère de l'humanité et par conséquent la mère de la vie humaine, elle qui nourrit l'Homme depuis son sein jusqu'au foyer. Ces raisons doivent constituer une raison urgente pour que le gouvernement burkinabé négocie avec les terroristes. Mais des pesanteurs sont à noter et résoudre, relevant des agendas cachés de certains membres du gouvernement, leaders terroristes et certaines puissances étrangères, qui se confortent bien de leurs gains dans l'économie du terrorisme au Burkina-Faso et ne souhaite pas sa fin. Il convient à la fin de cette étude, de poser la question de savoir : quelles peuvent être les principales étapes d'un projet de négociation entre le gouvernement et les terroristes

au Burkina-Faso, si la condition de la femme peut effectivement convaincre à envisager les négociations? À cet égard, quelques recommandations semblent utiles à formuler en vue d'une meilleure compréhension du phénomène et d'une plus grande efficacité.

## **Recommandations**

- 1.** De la création d'une direction en charge de l'évaluation des impacts du terrorisme sur la femme au sein du Ministère burkinabè de la Promotion de la femme et de la solidarité nationale. L'action politique est déterminante en matière de résolution des conflits, y compris les guerres du terrorisme. Pour avoir une idée nette des souffrances de la femme dans le terrorisme au Burkina-Faso, il nous semble urgent et utile, de créer dans le ministère en charge de la promotion de la femme, une direction qui va nettement au bout de chaque trimestre par exemple, produire un rapport à soumettre au Gouvernement burkinabè, sur la situation de la femme dans les régions du pays les plus touchées par le terrorisme. Ce rapport assorti de statistiques sur le nombre de femmes tuées, pourrait être suivi de propositions concrètes faites à l'État pour la prise en charge des autres femmes, et plaider pour des négociations avec les terroristes pour une fin des attaques terroristes sur les femmes. Cette mesure pourra être étendue aux autres pays de la sous-région comme le Mali, le Niger, la Côte d'ivoire entre autres, pour que leurs gouvernements en fassent autant, ou pour que la CEDEAO créent un fonds spécial de soutien aux femmes victimes de terrorisme.
- 2.** Création d'une plateforme d'information et de sensibilisation de la femme burkinabè sur le terrorisme. L'information est assez importante dans la lutte contre le terrorisme et devrait se joindre à une sensibilisation continue ciblée sur la femme burkinabée. Des associations régionales d'information sur le terrorisme doivent être créées et confiées à des femmes leaders au Burkina-Faso, afin de rassembler régulièrement des femmes pour les sensibiliser sur les modes d'action des groupes terroristes et comment les esquiver. Ces associations pourraient commencer au niveau des villages et évoluer graduellement au niveau départemental, provincial et national.
- 3.** De l'implication des femmes militaires dans les services de renseignement et de contact avec les groupes terroristes. Les femmes doivent être intégrées de plus en plus dans les services de renseignement destinés aux réseaux terroristes, afin de mieux collecter les informations sur les revendications et les demandes des terroristes pour des fins de négociations. Les terroristes semblent mieux faire confiance et se confieraient plus aux femmes dans leurs demandes.
- 4.** Mise en avant des femmes membres du gouvernement dans les mini-tables de négociation entre le gouvernement et les terroristes. Il faut confier aux femmes membres du gouvernement et de la société

civile, de grandes responsabilités dans les rencontres et autres échanges avec les terroristes dans les négociations. Les femmes pourraient mieux leur parler avec le cœur maternel et les amener à pencher vers la négociation et laisser les armes.

5. La diminution de l'importance de l'option militaire et la priorisation du dialogue même après des attaques terroristes. Il faut éviter de répondre à la violence par la violence dans la lutte contre le terrorisme et accorder la place aux échanges à tables rondes par dialogues. Des réseaux devraient être mis en place avec le gouvernement, pour entrer en contact avec les leaders des groupes terroristes et s'assurer de la présence des femmes dans ces rencontres, susceptibles de toucher par leur sensibilité les cœurs des terroristes et les faire pencher vers la négociation.

## Sources et références bibliographiques

- Abdekoyu, L. (2020). *Menaces sécuritaires terroristes et recul économique dans les pays d'Afrique centrale*, Bruxelles : Reluc.
- Aradj Slimane. (2018). La stratégie de lutte contre l'extrémisme violent des jeunes, véhiculé par les réseaux sociaux. *Journal africain de prévention et lutte contre le terrorisme*, volume 8, 2, p. 65-82.
- Badie, B. et Vidal, G. (2017). *Qui gouverne le monde ? L'état du monde*, Paris, France : La Découverte.
- Batibonak, S. Batibonak, P. et Endegue, D. (2019). Des germes de violence dans la rhétorique pentecôtiste. *Revue Africaine sur le Terrorisme*, Volume 8, 2, p. 40-68.
- Chaliand, G. et Blin, A. (2015). *Histoire du terrorisme. De l'Antiquité à Daesh*, Paris, France : Fayard.
- CID (Coopération Internationale et Développement). (2015). *Renforcer la résilience face à la violence et à l'extrémisme*, Luxembourg : Millarex.
- Dalissou, H. (2019). *La permanence des mouvements rebelles dans le bassin du Lac Tchad : une étude historique* (Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, Cameroun).
- Dassetto, F. (2014). *Radicalisme et djihadisme. Devenir extrémiste et agir en extrémiste : essai*, Ottawa : Polpulous Print.
- Edjangue, J. C. (2013). *Afrique que fais-tu de ta jeunesse ? Les paradoxes d'un enjeu moteur de développement*, Paris : L'Harmattan.
- Ekonti, P. (2020). *Terrorisme et migrations transnationales dans le Bassin du Lac-Tchad* (Mémoire de Master en Science politique, Université de N'Gaoundéré, Cameroun).

- Fofack, E. W. (2019). Sécurité collective en Afrique centrale : Le leadership du Cameroun à l'épreuve du volontariat du Tchad. Dans Fofack, E. W. et Elong Fils, F.-X. (dir). *Cameroun, les dynamiques de construction du leadership en Afrique centrale. Regards croisés* (p. 55-78). Paris, France : L'Harmattan.
- Fofack, E. W. (2008). *L'Organisation des Nations-Unies et la résolution des conflits armés de l'après-guerre froide en Afrique centrale : 1990-2004* (Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, Cameroun).
- Ibdango, R. (2018). *Le religieux musulman et la violence : instrumentalisation opportune ou observation d'un principe coranique originel*, Marrakech : Lumière-fontaine.
- Kafour, J. (2016). *La boucle de l'insécurité en Afrique centrale-Afrique de l'Ouest*, Dakar, Sénégal : CODESRIA.
- Kante Mady Ibrahim. (2020). Gestion des menaces terroristes au Sahel et en Afrique de l'Ouest », *Revue Africaine sur le terroriste*, Volume 10, 1, p. 69-83.
- Kante Mahdy Ibrahim. (2019). Lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest : Coopération entre la CEDEAO, les États et les Organisations. *Revue africaine sur le terrorisme*, volume 8, 2, p. 93-108.
- Lasserre Yakité, C. (2019). La Prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique Centrale et dans le Bassin du Lac Tchad, *Revue Africaine sur le Terrorisme*, Volume 8, 2, p. 67-84.
- Ndong Atok, S. (2020). Les conflits maritimes interétatiques en Afrique centrale : Quel impact sur la coopération sous-régionale, *Revue camerounaise d'études internationales*, Volume 13, 1, p. 81-100.
- Ney, J. P. et Touchard, L. (2011). *Le Livre noir du terrorisme*, Paris : Presse 20.
- Progour, G. (2016). *Agir contre l'extrémisme transnational*, Port-Harcourt, Nigéria : Pager.
- Tsereli, M. (2017). Les mouvements terroristes et l'ordre politique en Afrique. *Le nouvel agenda de la sécurité internationale*, Volume 4, 6, p. 67-79.